

**Secrétariat Exécutif du Forum national sur la Gouvernance de  
l'Internet en République Démocratique du Congo (FGI RDC)**



**Rapport narratif de  
La 2e édition du Forum sur la Gouvernance de  
l'Internet en République Démocratique du Congo - FGI  
RDC.  
Goma, 16-17 Aout 2019**



**Septembre 2019**

# INTRODUCTION

## a) L'historique du FGI

Le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) est un forum multipartite pour le dialogue politique sur les questions de gouvernance de l'Internet. Il rassemble toutes les parties prenantes au débat sur la gouvernance de l'Internet en RDC. Ces parties prenantes sont les membres du gouvernement, le secteur privé ou la société civile, y compris la communauté technique et universitaire. Les discussions placent toutes les parties prenantes au même pied d'égalité grâce à un processus ouvert et inclusif. Cette plate-forme, le FGI, a été instituée lors de la deuxième phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI), tel que dit au paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis en 2005.

La création du FGI a été officiellement annoncée par le Secrétaire Général des Nations Unies en juillet 2006. Elle a été convoquée pour la première fois en Octobre-Novembre 2006 et tient depuis une réunion annuelle.

Le SMSI a alors adopté l'approche de multiples parties prenantes depuis ses phases préparatoires afin de permettre à tous les acteurs du secteur public, du secteur privé, des organismes internationaux, des organisations internationales et régionales aussi bien des entités de la société civile de participer aux discussions sur l'avènement de cette révolution numérique.

Étant le résultat de ces discussions, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet a conséquemment suivi cette approche afin de permettre aux acteurs nationaux, régionaux et internationaux de contribuer au développement de la Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) selon l'esprit des paragraphes 35, 36 et 37 de l'Agenda<sup>1</sup> de Tunis pour la Société de l'Information.

Le FGI au niveau global s'est successivement tenu en Grèce (2006), au Brésil (2007), en Inde (2008), en Égypte (2009), en Lituanie (2010), au Kenya (2011), en Azerbaïdjan (2012), en Indonésie (2013), en Turquie (2014), au Brésil (2015), au Mexique (2016), en Suisse (2017), en France (2018) et va se tenir en Allemagne pour sa 14<sup>e</sup> Edition en 2019.

Ainsi, les parties prenantes avaient été encouragées à organiser les FGI au niveau local, avant de se retrouver pour le Forum global et ainsi avoir l'opportunité d'échanger sur les questions locales. Ces différents niveaux sont, entre autres, et pour le cas de l'Afrique :

- Au niveau régional, le Forum sur la gouvernance de l'Internet en Afrique, a été organisé par la Commission de l'Union Africaine. Le Forum s'est tenu successivement en Égypte (2012), au Kenya (2013), au Nigeria (2014), en Éthiopie (2015), en Afrique du Sud (2016), en Égypte, (2017), au Soudan (2018). Pour cette année (2019), le Forum se tiendra au Tchad.

- Au niveau sous régional, nous avons le Forum sur la gouvernance de l'Internet pour l'Afrique de l'Ouest, pour l'Afrique de l'Est, pour l'Afrique australe et le Forum sur la gouvernance de l'Internet pour l'Afrique Centrale, dont la RDC fait partie et qui a eu l'honneur de l'organiser en 2013 à Kinshasa.

## b) Le FGI en RDC

L'organisation d'un tel Forum en République Démocratique du Congo offrira, aux différents acteurs, un espace d'échange et de discussion afin de lui doter des infrastructures technologiques et d'instruments juridiques pouvant lui permettre de négocier les mutations provoquées par l'Internet au niveau national, régional, continental et mondial.

En 2016, le Vice-Premier Ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC), avait pris acte de la mise en place du Forum

National sur la Gouvernance de l'Internet, FGI RDC en sigle, par sa lettre N° CAB/VPM/PTNTIC/TLL/BAF/mnb/0310/2016 du 27 février 2016 et de la constitution de son Secrétariat Exécutif. Cela a permis l'organisation de la première édition FGI en RDC du 12 au 13 Décembre 2017, à Kinshasa.

Le Secrétariat Exécutif du FGI RDC a ainsi pris la décision d'organiser la 2e édition du Forum National sur la Gouvernance de l'Internet à Goma. Ce Forum a été organisé du 16 au 17 Aout 2019 sous le thème principal : « **L'Internet pour la bonne gouvernance et le développement de la RDC** ». Cette deuxième édition a été une opportunité pour les acteurs de la RDC de se réunir à Goma afin de réfléchir sur le présent et le futur de l'Internet ; s'accorder sur les bonnes pratiques à observer pour se rassurer qu'Internet est accessible et est au service du développement de la population Congolaise. L'Internet étant une opportunité pour permettre, entre autres, à l'État Congolais d'accroître ses revenus au travers des services et taxes collectées, et lui permettre de contribuer à son développement intégral.

## DEROULEMENT DU FORUM

### Premier Jour : Ouverture et panels d'ouverture

Le Forum s'est ouvert par le mot du Secrétaire exécutif du FGI RDC, Monsieur Arsène TUNGALI. Il a commencé par présenter le FGI et son historique. Il a invité les participants et panelistes à des discussions constructives.

Après le mot de bienvenu du Secrétaire Exécutif du FGI, s'en est suivi le mot de circonstance du Ministre provinciale de Plan, Budget, Communication et Presse, représentant de son Excellence le Gouverneur de province. Le Ministre a présenté les excuses du Gouverneur qui ne pouvait pas se joindre aux assises suite aux obligations d'Etat. Il a ensuite invité les participants à s'approprier l'outil, qu'est Internet pour le développement du pays.

« *Internet permet aux étudiants de faire des recherches, aux médias de communiquer, et nous permet de faire nos courses sur les sites comme Alibaba, Amazon etc. Ceux-ci devraient donc orienter nos débats au cours de ce Forum* » a rappelé le Ministre.

### Panel de haut niveau

*Description de la session* : il s'agit du panel de haut niveau pour lancer les travaux du Forum. Les panelistes ont discuté chacun, selon son domaine et sa vision, de l'impact de l'Internet sur la bonne gouvernance et le développement de la RDC. Chaque paneliste a partagé son expérience avec le numérique et pourquoi il pense qu'il est important que la RDC puisse embarquer sur le chemin du développement au travers les technologies numériques.

**Modérateur** : Arsène TUNGALI, Directeur Exécutif de Rudi International et Secrétaire Exécutif du FGI RDC

#### Panelistes :

- M. Edgard MAHUNGU, Conseiller du Ministre du Plan, Budget, Communication et Presse
- M. Patrick Faraja DAUDI, Directeur General de Joffar Systems

**1ère Question du Modérateur aux panelistes** : Quand et où avez-vous été en contact pour la première fois avec Internet ?

- **M. Edgard MAHUNGU** a retracé son premier contact avec Internet et parlé de l'importance de l'intégration de cet outil dans la communication au sein du Gouvernement provincial, une passion pour lui.
- **M. Patrick FARAJA**, a parlé aussi de son expérience avec Internet, il a vu pour la première fois un ordinateur en 1993 sur une photo envoyée par son oncle depuis l'Italie, il a parlé aussi de son parcours universitaire à Daystar University jusqu'à la création de son entreprise Joffar Systems.

**2e Question du Modérateur aux panelistes** : Quels sont les défis auxquels vous faites face et quel est selon vous l'avenir de l'internet ?

- Nous devons nous engager ensemble sinon nous risquons de créer une rupture numérique, une société à 2 vitesses. Notre avenir et de surcroit notre développement dépend des NTIC, et de ce que nous en faisons, ont affirmé les deux panelistes.

**3e question du Modérateur aux panelistes** : En quoi Internet est-il important pour vous ?

- **M. Patrick FARAJA** a retracé l'historique d'Internet depuis 1990. Parti d'un outil militaire, aujourd'hui Internet signifie beaucoup plus qu'il a été à sa conception. Aujourd'hui internet c'est l'intelligence artificielle, l'automatisation et les objets connectés, entre autres.
- **Arsène TUNGALI** : Quand je réfléchis sur les questions de l'avenir d'internet, j'ai peur ! Dans l'avenir, il faudra informer et éduquer nos enfants sur l'utilisation responsable d'Internet.

*Autres commentaires des participants sur la même question :*

- **Joël TEMBO** : J'ai peur de ce que sera l'avenir d'internet dans 50 ans.
- **M. Patrick** : Au Congo nous sommes encore des illettrés dans le domaine du numérique, surtout en ce qui concerne la différenciation des données privées et données publiques.
- **Arsène TUNGALI** donne les statistiques de la pénétration d'internet dans le monde et en RDC, 50% de la population mondiale a accès à internet, 10 à 12% seulement en RDC.

Question d'un participant, M. Jules à **M. Edgard MAHUNGU** : *Quels sont les défis auxquels vous faites face pour intégrer Internet dans la communication au niveau du gouvernement provincial ?*

- **M. Edgard MAHUNGU** : Nous avons des plans et des projets pour plus d'intégration d'internet dans la gouvernance mais malheureusement, les moyens logistiques et financiers ne suivent et pas toujours.  
Le ministère national des PT-NTIC a l'exclusivité sur les politiques et la gestion des technologies en RDC, il y a toujours conflit d'intérêts quant à la nomenclature au niveau provincial.

## **Panel 1 : Accès, Accessibilité à Internet et Inclusion : Les défis et opportunités en RDC**

Description de la session : Cette session a touché les défis et les opportunités en RDC par rapport à la connectivité à Internet. Les panelistes ont partagé leurs avis sur la problématique d'accès à Internet, les défis rencontrés par les utilisateurs (comme le coût d'accès, la qualité de la connexion, l'accessibilité pour les milieux ruraux, etc.). Cette session a touché aussi les différentes formes de frein à la connectivité (comme les coupures d'Internet, l'analphabétisme, etc.). Les panelistes ont présenté aussi les solutions disponibles et les efforts consentis par les différents acteurs dans ce secteur en RDC.

**Modérateur** : Yves Kalwira, Producteur Media et Promoteur Zik +

**Panelistes** :

1. M. Parfait Lukuka, Elite Networks
2. Mlle Sophie Mambo, Superviseur Partenaires et Marchands, Orange Money
3. M. Providence Baraka, Activiste Web et Ambassadeur Digital Grassroots
4. M. Michael B. Kalamo, Fondateur, The MNKF Creative

Q1. Présentation des Panelistes :

- **Sophie MAMBO** a parlé de son travail chez Orange où elle facilite aux ONG et autres entreprises le paiement via Orange Money.
- **Providence BARAKA** à son tour a parlé de Digital Grassroots, une organisation qui vise l'implication de la jeunesse dans les décisions liées aux questions du numériques.
- **Michael KALAMO**, prenant la parole a parlé de MNKF Creative (Maisha Ni Ku Furahi), une entreprise qui s'est fixé comme objectif de bannir les stéréotypes et changer, de manière positive, le regard du monde sur l'Afrique et particulièrement de la RDC.
- **Parfait LUKUKA**, se plie au même exercice de présentation, en parlant de son entreprise qui évolue dans la distribution de la connexion Internet dans la ville de Goma.

Q2 du Modérateur aux Panelistes : Quelles sont les opportunités qu'offre Internet ?

- **Parfait LUKUKA** : Internet offre plusieurs opportunités, entre autres dans le domaine de l'éducation, il a parlé de son expérience sur comment il a eu vent du programme YALI sur Internet et qu'après deux essais, il a pu se rendre au Texas aux USA en 2017. Les opportunités qu'offre Internet sont multiples (recherche emploi, stage et bourses, communiqué, ...)
- **Providence BARAKA** : « Il y en a qui pensent qu'internet est un autre monde, Internet est notre monde » il est incontournable. Internet répond à certains principes : l'accès, l'ouverture, et la communication.  
En RDC, il y a autant des défis et d'opportunités autour de la question de la gestion d'Internet. Il est important de conscientiser et informer les jeunes sur les législations et réglementation d'Internet.

*Q3 Modérateur : Nous faisons partie des pays qui font face à des coupures d'internet non règlementées. Quel impact ces coupures d'internet peuvent avoir sur le quotidien des habitants de Goma et du Nord-Kivu ?*

- **Michael KALAMO** : Aujourd'hui l'économie fonctionne avec Internet, prenons mon exemple, sans internet je ne peux pas travailler puisque je travaille principalement en ligne. Internet dans l'économie du Kenya représente 3.6% du PIB National. L'internet intervient également dans le domaine de la santé, l'agriculture, l'économie etc.

*Question des participants aux panélistes sur le coût et la qualité d'Internet en RDC*

- **Parfait LUKUKA** : Pour avoir accès à la distribution d'Internet, il nous faut nous conformer à certaines règles, ce qui nous oblige à vendre à un certain prix. La fibre optique est un élément de base et nous permet d'accéder à Internet. Cela justifie le fait que le prix ne peut pas être le même à Goma, qu'à Mombasa sachant que le routeur central se trouve à Londres. Le prix ne peut pas être le même si la fibre optique arrive jusqu'à nous cela n'aura pas d'impact sur le prix mais plutôt sur la qualité. Beaucoup d'autres paramètres interviennent dans la détermination du prix d'internet, il y a entre autres la logistique, la maintenance etc.
- **Sophie Mambo** : Orange adapte ses services par rapport au milieu, avec *essentiels 2020* nous proposons par exemple 1GB à 1\$, ce qui est presque gratuit afin de satisfaire tous nos clients à différents niveaux.

## **Panel 2 : L'entrepreneuriat numérique : Le potentiel des start-ups innovantes pour le développement en RDC**

*Description de la session* : Cette session a donné la parole à quelques entrepreneurs dans le domaine du numérique. Le panel a permis à ces acteurs d'échanger sur le potentiel de leurs startups à contribuer au développement du pays. Ils ont également brossé les défis auxquels ils font face et ainsi informer au public de leur existence. Dans ce panel, un représentant de banque a été invité, mais n'a pas pu être présent alors qu'il devait parler des solutions et de l'opportunité de financement des projets.

**Modérateur** : M. Joël Tembo, Managing Director, Kivu Entrepreneurs

**Panelistes** :

1. M. Mannick Syllas Bryant, Fondateur, Find Solution et TEF Fellow
2. M. Patrice Binwa, Directeur de Naledi Services
3. Mlle. Josephine Ndeze, Lauréate MissGeekAfrica 2019
4. Mlle Gracia Etoy, Directrice Commercial, Kivubuy

**Patrice BINWA** : j'étais banquier mais je suis devenu entrepreneur, j'ai démissionné pour travailler à mon compte, je conçois des site web et des logiciels de gestion, nous offrons les services standards ; exemple : 'Duka' pour les supermarchés et boutiques. Nous avons des logiciels de solution dans plusieurs domaines.

Il y a des gens qui ont des Smartphones, mais qui sont encore illettré dans le numérique. L'autre défi, c'est la mentalité des différents gestionnaires des galeries et boutiques de Goma, qui préfèrent continuer à travailler sur papiers et cachent des informations à leurs employés. Il y a par exemple des hôpitaux comme Kyeshero et DOCS la grâce qui ont accepté d'utiliser certains de nos services.

**Modérateur** : *Comment le E-commerce peut contribuer au développement de la RDC ?*

- **Gracia ETOY** : je suis dans le e-commerce, je suis de *kivubuy*, une boutique en ligne qui disponibilise les produits de certains commerçant et start-up de Goma.

*Défis* : La population n'a pas accès à l'internet (seul près de 12% de la population en est bénéficiaire), le faible pouvoir d'achat de la population de Goma, etc.

L'absence des hébergeurs sérieux pour des boutiques en ligne (e-commerce). Ces défis nous empêchent de mieux atteindre nos objectifs.

**Modérateur : Que représente internet pour vous ?**

- **Joséphine NDEZE** : J'ai une solution pour un problème réel, mon logiciel s'appelle **SOS-maman**. C'est une solution pour la santé maternelle, j'ai vu en arrivant ici qu'une dame distribuait l'eau, les bouteilles d'eau avec la robotique ; on aurait eu un robot pour le faire. Les entrepreneurs ont une vision, ce qui n'est pas le cas pour les commerçants. Mon logiciel permet aux femmes d'avoir accès aux informations sur leur santé. Le logiciel permet aussi d'alerter les hôpitaux dans le cas où la femme est en danger. Ici on utilise la technologie et l'internet des objets grâce à un bracelet connecté.

- **Mannick Syllas** : Je suis entrepreneur et axé sur l'éducation, la gestion administrative et la numérisation des données scolaires. Imaginez que votre école se brule ; comment retrouver les archives ?

Nous avons donc constaté ce problème et nous avons décidé de concevoir un logiciel qui répond à ce problème. Notre logiciel se chargera de la gestion administrative des écoles, du personnel, des élèves, des côtes et des finances.

**Modérateur : Quels sont les challenges auxquelles vous faites face ?**

- **Mannick Syllas** : les défis sont énormes, la plupart des écoles à Goma n'ont pas d'internet et des infrastructures informatiques pour intégrer notre système.

**Conclusion Partielle**

Pour ce premier jour, les différents panelistes se sont penchés sur l'internet et le développement en abordant à la fois de manière globale et spécifique les opportunités et les défis de l'internet mais aussi les barrières et les ouvertures pour un développement intégré et intégral de la République Démocratique du Congo.

## Deuxième jour : Suite des panels et mots de clôture

### Panel 3. L'expérience de la gouvernance électronique en Province du Nord-Kivu

*Description du panel* : Ce panel a porté essentiellement sur le processus et la nécessité de l'inclusion de la technologie dans l'administration publique afin de faciliter la bonne gouvernance, le cas du Nord-Kivu a été analysé. Les différents intervenants dans la gouvernance électronique et de la banque au Nord-Kivu ont pris part à ce panel pour parler des pour et des contres de l'inclusion de la technologie dans leur travail. Le panel avait l'objectif d'informer le public sur l'existence de ces initiatives et leur permettre d'en apprendre davantage.

**Modérateur** : Arsène TUNGALI (Rudi International)

**Panélistes** :

1. M. Patrick Faraja Daudi, Directeur General, Joffar Systems
2. M. Marcel Balingene, Direction Generale des Recettes du Nord-Kivu, DGRNK
3. M. Didier K., Office pour la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption, OBLC.
4. M. Didier Mugalihya, Chercheur au Catholic Youth Network for Environmental Sustainability in Africa (CYNESIA)

**Modérateur : Quelle est la vision de Joffar systems ?**

- **Patrick FARAJA** : en 2014, j'ai créé Joffar Systems, après des études au Kenya, un an après les études, j'ai sollicité un contrat avec le gouvernement provincial pour numériser la gouvernance à travers notre logiciel **KODINET**, qui numérise les permis de conduire, les taxes sur transport, les vignettes et la perception de toute la redevance à l'aéroport de Goma, etc.

**Commentaire du modérateur :** J'ai connu Patrick FARAJA en début de l'année en renouvelant la vignette pour ma voiture. Les années précédentes, le paiement des vignettes s'effectuait dans un carnet, mais cette année, j'ai trouvé que c'était un petit appareil qui effectuait l'opération. Cela m'a épaté, j'en ai posté une photo sur Facebook.

- **Marcel BALINGENE** (Directeur chargé de l'informatique à la DGRNK) : le Nord-Kivu a été l'une des provinces pilotes en termes d'informatisation de la récolte des recettes provinciales. Pour en arriver à l'informatisation du système de récolte au niveau de la province, c'est après avoir constaté que beaucoup de recettes de la province n'étaient pas encadrée. C'est ainsi que dans les réflexions, il ne fallait plus employer le système traditionnel (manuel), c'est donc d'où est venu l'informatisation des systèmes de collecte et de gestion des recettes au niveau provincial.
- **M. Didier (OBLC)** : je vais vous présenter l'OBLC et les défis de ce jour. L'OBLC travaille en étroite collaboration avec le gouvernement et existe depuis 2010. La première mission de l'OBLC est de restituer les biens de l'Etat, nous œuvrons aussi dans la lutte contre la corruption et avons pour mission de collaborer avec la Police, la société civile et les ONGS. L'OBLC a aussi la mission d'auditer l'action des dirigeants au niveau de la province, nous sensibilisons aussi les agents publics par rapport aux taxes et impôts.

**Les défis :** à L'OBLC, nous continuons à travailler de manière manuelle (absence d'infrastructure informatique) d'où une partie de notre inefficacité : absence de ponctualité, vu le manque du système d'alarme, manque de volonté dans la dénonciation en cas de corruption.

- **Didier MUGALIHYA** : A partagé son expérience et sa rencontre avec le numérique en Egypte où il a passé deux ans. L'Egypte a fait du « grand pas » en établissant un lien pratique entre gouvernance et numérique et cela dans tous les secteurs de la vie courante. Education, santé, communication, logement, transport, restauration et autres services, ... Plusieurs projets peuvent aujourd'hui intégrer le numérique, Internet afin d'innover pour le développement. Certes le contexte n'est le même mais certaines applications et initiatives égyptiennes peuvent servir de lumière aux entrepreneurs et chercheurs du Nord-Kivu.

Il a ensuite présenté plusieurs exemples dans le domaine d'éducation avec la gestion des étudiants par des cartes numérisées, la maîtrise de l'effectif de la population par une identification sérieuse par les compagnies de téléphonie mobile, la facilitation des transports par l'utilisation d'applications comme *Uber* et *Careem*, il a également partagé la récente expérience de la CAN où tous les supporters étaient numérisés par une application mobile et cela dans le but d'éviter des dérapages. Voilà comment internet peut participer à la gouvernance et au développement. Il a conclu en disant qu'il ne faut pas qu'internet soit une barrière artificielle mais un réel outil d'innovation pour le développement. Le grand défi restant pour lui le coût élevé du matériel et l'accès à l'énergie.

## **Panel 2 : Internet à l'ère de l'Intox (ou fake news) : Comment travailler ensemble pour un environnement en ligne plus sûr ?**

Description du panel : Cette session s'est essentiellement penché sur le côté moins bon de l'Internet dans le sens qu'il est actuellement le lieu idéal pour la propagation des fausses nouvelles (fake news), plusieurs conséquences négatives. Les panelistes ont discuté de ce qui se passe mais aussi de ce qui doit être fait pour contrer ces pratiques et limiter les dommages. Le panel était composé des journalistes, d'opérateurs culturels et d'autres utilisateurs de l'Internet.

**Modérateur :** M. Akram TUMSIFU

**Panelistes :**

1. Mme Marie MBOMBO, Directrice WiCom
2. M. Jessé BUSOMOKE, Chercheur en SIC (Sciences de l'information et de la communication) à l'Université Catholique la Sapiencia, UCS - GOMA
4. M. Michel ISAMUNA, ICT 243
5. M. Elvis KATSANA, Coordonnateur Provincial de HABARI RDC

**Modérateur : C'est quoi un fake new ?**

- **Jessé BUSOMOKE** : A l'origine, « Fake news » est un concept qui s'est rependu avec les publications sensationnelles de Donald Trump. Ainsi, les Fake news sont des informations fausses souvent sensationnelles diffusées sous le couvert des reportages. On se rappelle aussi de ce qui s'est passé à Goma lors d'une fausse information sur la mort du Président Rwandais.
- **Michel ISAMUNA** : La motivation de ceux qui émettent les fake news est double, cela peut être positif comme négatif. Il y en a qui se font de l'argent en diffusant des fausses informations.

**Modérateur : Est-ce qu'il est facile de reconnaître une infox ?**

- **Michel ISAMUNA** : c'est vraiment difficile, puisqu'une fake news est une information et donc il faut avoir un esprit critique pour le détecter.
- **Marie MBOMBO** : je peux expliquer la motivation de publier des Fake news en deux raisons : La liberté d'expression (exagérée) sur les réseaux sociaux, ; Le buzz, être premier à partager une information. Tout le monde peut être auteur de fakenews.

**Modérateur : Peut-on attaquer quelqu'un qui tire bénéfice des fake news ?**

- **Elvis KATSANA**: Bien sûr, quand quelqu'un publie une fake news, il est dans la diffamation, et cela est punissable par la loi. Il est possible d'attraper quelqu'un qui publie des fausses informations mais cela exige une fouille sur les médias sociaux. Dans notre pays nous n'y sommes pas encore arrivés à cause des infrastructures.

**Modérateur : Est-il possible d'empêcher la publication de fake news dans les médias sociaux ?**

- **Jessé BUSOMOKE**: Il est possible de réduire la publication des Fake news mais pas empêcher puisque l'information circule à une vitesse de croisière surtout dans les médias sociaux avec différents réseaux sociaux aujourd'hui. Pour ce faire les médias traditionnels et les professionnels des médias sociaux doivent travailler ensemble avec une technique à la mode aujourd'hui, le « **Fact checking** » des informations pour la véracité des contenus de nos médias.
- **Elvis KATSANA** : il n'y a pas que les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux, il y a aussi les fausses vidéos et fausses photos. La responsabilité nous incombe tous, avant de partager et publier sur les réseaux sociaux.  
Comment reconnaître les Fake news ? Elles sont toujours accrocheuses et ne viennent jamais des sources sûres et pour la plupart anonyme. Ceux qui publient les fausses nouvelles, ne signent jamais leurs publications, ils ne donnent pas la source de l'info partagée. Il est donc utile de toujours identifier la source de l'information (est-ce un média douteux ?) Les gens like, partagent et commentent les publications sensationnelles. Ils aiment cela.

**Modérateur : Comment le technicien répondra aux critiques des ONG contre la liberté d'expression qui est mise en cause dans les médias sociaux ?**

- **Michel ISAMUNA** : Il y a lieu de détecter les fausses informations et il y a des outils disponibles sur des plateformes comme Facebook ou Twitter, où on peut signaler. Il nous faut maintenant des instruments de régulation sur internet car les conséquences sont fâcheuses et cela vaut aussi pour le développement de notre pays.

**Modérateur : Est-ce qu'il y a fake news parce qu'il y a internet, ou est-ce que c'est radio trottoir qui a migré sur Internet ?**

- **Marie MBOMBO** : Internet est venu amplifier radio trottoir, l'ampleur est à un autre niveau aujourd'hui avec les possibilités des outils technologiques et leur rapidité.
- **Elvis KATSANA** : l'avènement de l'internet a accentué le phénomène de radio trottoir avec l'instantanéité des médias sociaux et leur capacité d'atteindre un public vaste et large.
- **Jessé BUSOMOKE** : les médias sociaux sont régis par une loi dite « **loi des médias participatifs** » ou **loi de 1/10/89%** c'est-à-dire, seulement 1% des gens publient du

contenu aux médias sociaux que 10% modifient, partagent, aiment et commentent, mais que 89% visualisent. C'est ainsi que les Fake news se propagent et se répandent.

**Modérateur :** *Est-ce qu'on peut accuser les médias traditionnels de ne pas fournir suffisamment d'informations et que cela pousse les gens à inventer des informations sur les réseaux sociaux.*

- **Marie MBOMBO :** La responsabilité est partagée, les médias ne sont suffisamment équipés en infrastructures technologiques (dont l'accès libre à l'internet) qui pourtant est un outil important de l'information et de la communication.
- **Jessé BUSOMOKE :** il se pose aujourd'hui avec la montée fulgurante des médias sociaux un double problème qui affecte aussi les médias traditionnels. C'est à la fois la recherche d'une information vraie et vérifiée et la censure d'information. Certes les responsabilités sont partagées mais il faut plus aujourd'hui un « **esprit critique argumentaire** » c'est-à-dire la capacité de critiquer, de réfuter une information en donnant un argument, après recherche, confirmer ou nier l'information.

### **Panel 3 : Les droits de l'homme à l'ère de l'internet : les grandes questions du moment**

*Description du panel :* cette session a discuté de la place des droits de l'homme à ce siècle de l'internet. Les panelistes ont discuté de comment les droits de l'homme sont appréciés, réalisés et/ou protégés en ligne sur cet espace où il n'y a pas encore de police en RDC. Des questions des violences en ligne sur les femmes et enfants, les questions du droit à la liberté d'expression, le droit d'accès à l'internet, le droit à la vie privée et à la protection des données privées ont été parmi les grandes questions qui ont été discutées.

**Modérateur :** Mr Arsène TUNGALI (Rudi International)

**Panélistes :**

1. M. Eric BIDONG, Congo Entrepreneurship Gate
2. Mlle Nathalie CIBANGUKA, Kivu Corporate
3. Me FAZILI MIHIGO, Avocat au Barreau du Nord-Kivu, Assistant UNIGOM
4. M. Ergie KABONGA, Entrepreneur culturel

**Modérateur :** *Quels sont les droits dont les personnes doivent jouir sur internet ?*

**Me FAZILI MIHIGO :** l'Internet est un espace de ressources propice à la réalisation de tous les droits humains, notamment le droit à la liberté d'expression, le droit à l'accès à l'information, le droit à la liberté de réunion, le droit à la liberté d'opinion, de pensée et de croyance, le droit à l'éducation, à la culture, droit à la vie privée, à l'accès aux services socioéconomiques... Bref tous les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, tel que prévoit la Résolution du Conseil des droits de l'homme du 24 mars 2015 sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique.

**Modérateur :** *est-ce que c'est prévu par la loi la coupure de l'Internet ?*

**Me FAZILI MIHIGO :** la loi prévoit la coupure de l'internet qui est une restriction du droit, pour les raisons de sécurité nationale ou l'ordre public. Et même dans ce cas, il faut la réunion de 3 conditions cumulatives :

- *Condition de légitimité :* l'Etat est obligé de justifier pourquoi il coupe l'internet, cela permet de voir si cette coupure est légitime et si elle est justifiée par l'intérêt général ou la protection d'un droit fondamental ;
- *Condition de légalité :* cette restriction doit être prévue par la loi pour éviter l'arbitraire et pour assurer la transparence par un contrôle démocratique ;
- *Condition de nécessité ou de proportionnalité :* elle consiste à voir si le but à atteindre nécessite une restriction et si cette restriction est proportionnée par rapport à l'objectif visé.

### **Questions et observations des intervenants**

**Mr DAUDI FARAJA** : il n'existe pas de loi en RDC règlementant les questions relatives à l'internet.

**Me FAZILI MIHIGO** : il n'existe pas encore des lois règlementant les questions spécifiques liées à l'internet mais il y a deux lois : la loi N°13-2002 du 16 octobre 2002 sur les télécommunications et la loi N°14-2002 du 16 Octobre 2002 portant création de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications. Certes ces lois ne sont plus adaptées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication 17ans après leur entrée en vigueur. Un projet de loi traîne encore au Parlement. A côté des lois il existe d'autres instruments juridiques dont on peut se prévaloir au niveau universel et régional. Il en est ainsi par exemple de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les différentes résolutions du Conseil de droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Charte africaine de la radiodiffusion, la convention de l'Union africaine sur la cyber-sécurité et la protection des données à caractère personnel, la Déclaration Africaine des Droits et libertés de l'Internet...

**Mme Emmanuela** : Que doit-on faire pour revendiquer lorsque il y a coupure abusive de l'Internet ?

**Me FAZILI MIHIGO** : A travers les associations des consommateurs certaines actions en justice sont initiées et l'Etat peut être condamné à réparer le préjudice qu'il fait subir aux consommateurs.

### **Conclusion Partielle :**

Pour ce deuxième jour le premier panel s'est axé sur les différentes expériences de la gouvernance électronique en Province du Nord-Kivu, des atouts de l'internet et des possibilités de l'internet dans la gouvernance de la Province. Le deuxième panel s'est penché sur le côté moins bon de l'internet avec la pollution des Fake news et de leurs conséquences.

Le troisième panel quant à lui a discuté sur les questions relatives aux droits de l'homme à l'ère de l'internet et spécifiquement les questions liées à la coupure de l'internet en RDC. Enfin il a été proposé des pistes des solutions pour un environnement en ligne plus sûr et digne.

Pour d'autres informations et quelques images, veuillez visiter le lien ci-après :

<https://rudiinternational.org/2019/07/26/rudi-international-abrite-la-2e-edition-du-forum-sur-la-gouvernance-de-linternet-en-rdc-fgi-rdc-2019/>

## **ANNEXES**

### **ALLOCUTIONS DE CIRCONSTANCE**

#### **MOT DU SECRETAIRE EXECUTIF DU FGI RDC**

Excellence Monsieur le Ministre provincial du Plan et Nouvelles Technologies, Représentant personnel du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

En vos rangs, titres et qualités respectifs,

Bonjour,

C'est un honneur pour moi de pouvoir vous accueillir dans cette salle, ce beau cadre de l'hôtel Planet à Goma, pour la 2<sup>e</sup> Edition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC, FGI RDC en sigle.

Le FGI n'est pas une invention Congolaise, laissez-moi vous faire part de son historique, afin de circonscrire ce cadre qui nous accueille aujourd'hui.

**Le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI)** est un forum multipartite pour le dialogue politique sur les questions de gouvernance de l'Internet. Il rassemble toutes les parties prenantes au débat sur la gouvernance de l'Internet, qu'elles représentent les gouvernements, le secteur privé ou la société civile, y compris la communauté technique et universitaire, sur un pied d'égalité et par le biais d'un processus ouvert et inclusif.

Cette plate-forme, le FGI, a été instituée lors de la deuxième phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) au paragraphe 72 de l'agenda de Tunis en 2005.

La création du FGI a été officiellement annoncée par le Secrétaire Général des Nations Unies en juillet 2006. Elle a été convoquée pour la première fois en Octobre-Novembre 2006 et tient depuis, une réunion annuelle.

Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information a alors adopté l'approche de multiples parties prenantes depuis ses phases préparatoires afin de permettre à tous les acteurs provenant du secteur public, du secteur privé, des organismes internationaux, des organisations internationales et régionales aussi bien des entités de la société civile de participer aux discussions sur l'avènement de cette révolution numérique.

**Excellence Monsieur le Ministre provincial du Plan et Nouvelles Technologies, Représentant personnel du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

Au niveau global, la première édition s'est tenue en Grèce en 2006 et la 14<sup>e</sup> édition se tient à Berlin en Novembre 2019, une invitation cordiale est adressée à vous tous. Je suis honoré d'avoir été nommé par le Secrétaire General des Nations Unies en Novembre 2018 afin de faire partie du Comité d'organisation de la 14<sup>e</sup> édition du FGI. Ce Forum de Berlin aura la particularité de convier les parlementaires du monde entier dans une session spéciale, une invitation a été envoyée à la Présidente de l'Assemblée Nationale Congolaise et j'espère bien que l'on sera bien représenté.

Ainsi, les parties prenantes ont été encouragées à organiser les FGI au niveau local, avant de se retrouver pour le Forum global, pour avoir l'opportunité d'échanger sur les questions locales. Ces différents niveaux sont, entre autres, et pour le cas de l'Afrique :

- Au niveau régional, Le Forum sur la gouvernance de l'Internet en Afrique, organisé par la Commission de l'Union Africaine, s'est tenu successivement en Égypte (2012), au Kenya (2013), au Nigeria (2014), en Éthiopie (2015), en Afrique du Sud (2016), en Égypte (2017), au Soudan (2018) compte se tenir au Tchad en Septembre 2019.
- Au niveau sous régional, le Forum sur la gouvernance de l'Internet pour l'Afrique de l'Ouest, pour l'Afrique de l'Est, pour l'Afrique australe et le Forum sur la gouvernance de l'Internet pour l'Afrique Centrale, dont la RDC fait partie et qui a eu l'honneur de l'abriter en 2013 à Kinshasa.

**Excellence Monsieur le Ministre provincial du Plan et Nouvelles Technologies, Représentant personnel du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

L'organisation d'un tel forum en République Démocratique du Congo permettra à cette dernière de pouvoir offrir à ses acteurs une plateforme de discussion et de conversation afin de lui doter des instruments technologiques et juridiques pouvant lui permettre de négocier les mutations qu'apporte l'Internet au niveau national, régional, continental et mondial.

En 2016, le Vice Premier Ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC), avait pris acte de la mise en place du Forum National sur la Gouvernance de l'Internet, FGI RDC en sigle, et de la constitution de son Secrétariat Exécutif, ce qui a permis l'organisation de la première édition du FGI en RDC du 12 au 13 Décembre 2017, à Kinshasa.

Le Secrétariat Exécutif du FGI RDC a ainsi pris la décision d'organiser la 2<sup>e</sup> édition du Forum national sur la gouvernance de l'Internet à **Goma, du 16 au 17 Aout 2019** sous le thème principal : « **L'Internet pour la bonne gouvernance et le développement de la RDC** »

Ce forum est donc une opportunité pour les acteurs de la RDC de se réunir à Goma afin de réfléchir sur le présent et le futur de l'Internet, s'accorder sur les bonnes pratiques à observer pour se rassurer que Internet soit accessible et est au service de la population Congolaise. L'Internet étant une opportunité pour permettre, entre autres, à l'État Congolais d'accroître ses revenus au travers des services et taxes collectées sur ceux-ci et ainsi lui permettre de contribuer à son développement intégral.

**Excellence Monsieur le Ministre provincial du Plan et Nouvelles Technologies, Représentant personnel du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

Je voudrai finir ce mot en vous remerciant d'avoir accepté de prendre part à cet important forum et je ne peux que vous souhaiter de passer de bons moments en notre compagnie, pendant deux jours.

Je vous remercie.

=FIN DU DISCOURS DU SE FGI RDC==

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.**

**GOVERNEMENT PROVINCIAL DU NORD-KIVU**



**CABINET DU MINISTRE PROVINCIAL  
DU PLAN, BUDGET, COMMUNICATION & PRESSE**

*Le Ministre*

**MOT DE CIRCONSTANCE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE PROVINCE A L'OCCASION DU LANCEMENT DE LA 2<sup>ème</sup> EDITION DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET EN RD CONGO CE VENDREDI 16 AOÛT 2019**

- ***Honorables Députés Nationaux et Provinciaux :***
- ***Monsieur le Secrétaire Exécutif du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC ;***
- ***Distingués Invités ;***
- ***Mesdames et Messieurs.***

C'est au nom de Son Excellence Monsieur le Gouverneur que je m'adresse à cette Auguste Assemblée que vous constituez, chacun et chacune à vos rangs respectifs.

C'est aussi pour nous une occasion de saluer la tenue de la 2<sup>ème</sup> Edition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RD Congo, à Goma en Province du Nord-Kivu engagée dans le processus de son développement, tous azimuts, à travers des mécanismes d'une gestion de proximité ne pouvant aboutir que par l'intégration des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour le bien-être de toute sa population, très engagée dans son auto prise en charge positive.

Personne ne peut, actuellement, échapper à l'innovation du siècle qu'a imposé l'Internet considéré avec justesse comme le « Réseau des réseaux » à telle enseigne que tout bouge, se cogite et vibre à son rythme. Et nous qui sommes ici réunis, nous le savons et y sommes dedans ; une raison de plus de nous saisir de cette opportunité pour bien réfléchir ensemble

sur le présent et l'avenir de l'internet chez nous devant être intégré par une appropriation saine, rationnelle et responsable au service des Congolaises et Congolais.

Conscient des enjeux multisectoriels et multidimensionnels que renferme l'Internet (sur le plan organisationnel, professionnel, de la santé, du commerce, du système de gestion et transmission de l'information, des données statistiques, etc.), la Province du Nord-Kivu a déjà emboîté le processus de la gouvernance financière en utilisant la technologie dans la perception de certaines taxes au profit du Trésor Public : le cas de la DGR/NK en est une illustration parlante et un exemple que le reste du pays devrait suivre.

Il en est de même pour beaucoup d'entrepreneurs, plus particulièrement ceux de la Ville de Goma, qui ont décidé d'utiliser le potentiel que leur accorde l'Internet pour créer des solutions aux différents problèmes de la société congolaise dans le monde des affaires. C'est pour nous un moment le mieux de les féliciter et de les y encourager. Certes qu'ils auront un espace, au cours du présent échange, pour témoigner des prouesses que leur facilite l'outil Internet dans leur démarche.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distingués Invités,**

Il est donc important que l'éducation sur la technologie soit intégrée dans le cursus éducatif dès le bas âge afin de voir nos enfants grandir ayant la maîtrise de la technologie. Et ce, en nous conscientisant tous sur toute la cohorte des défis et limites que draine l'Internet, notamment :

- Forte empreinte environnementale due à l'utilisation d'une quantité importante de matériaux critiques, et notamment des métaux.
- Problèmes d'ergostressie (stress lié à l'utilisation des TIC) provenant souvent d'un manque de cohérence dans la conception de ces systèmes complexes.
- Problèmes de rentabilité : l'impact des TIC notamment sur le développement économique fait encore l'objet des nombreuses controverses.
- Coût du matériel, du logiciel, l'entretien et de la maintenance et du renouvellement ; certains matériels sont rapidement désuets en raison du rythme soutenu des innovations ou semblent avoir fait l'objet de stratégie d'obsolescence programmée.
- Coût de la formation professionnelle du personnel, de sa résistance aux changements
- Coût entraîné par la modification des structures, par la réorganisation du travail, par la surabondance des informations
- Rentabilité difficilement quantifiable ou difficilement prévisible sur les nouveaux produits
- La fracture numérique géographique qui peut être une source des nouvelles inégalités
- Modification du type et contenu du travail
- Des problèmes qui se posent en termes de sécurité et d'éthique aggravés par l'internationalisation des réglementations : « fun », le chantage, la cybercriminalité, la cyber-escroquerie, la subversion, etc. face à certains publics vulnérables notamment les enfants, les personnes âgées... Aucune « gouvernance mondiale » n'a réussi à régler les TIC, etc.

- Les TIC sont à la source de plusieurs failles en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne le domaine de la vie privée (cfr l'utilisation de i Cloud et la fuite de ses informations).

Autant de défis auxquels il faut faire face dans ce processus d'intégration de l'Internet qui pourtant :

- nous permet de rester en contact les uns avec les autres et de nous organiser,
- facilite aux étudiants de faire des recherches,
- constitue une opportunité aux entrepreneurs de faire la promotion de leurs services sur les médias sociaux,
- permet aux médias (la R-TV) de mieux communiquer via les médias sociaux et d'interagir avec leurs auditeurs et/ou téléspectateurs,
- permet même de faire ses courses en ligne au travers des sites web de commerce en ligne comme Amazon et Alibaba, etc.

Voilà toute une panoplie de matière de réflexion qui devrait nous guider dans ce dialogue réunissant toutes les parties prenantes tant du secteur public que du secteur privé en nous référant aux expériences vécues, aux initiatives locales en vue de montrer le bien fondé et la nécessité de migrer vers la gouvernance électronique de toute notre administration en Province ; moment devant nous conduire vers des résolutions pragmatiques, réalistes assurant une bonne croissance des jeunes basée sur des valeurs existentielles, de dignité, d'endurance ; gage des fondamentaux pour le développement intégral de la RD Congo.

N'est-ce pas une occasion pour nous de concrétiser à notre manière ce qu'a promu Mustapha MASMOUDI, à savoir le « **Nouvel Ordre International de l'Information** » devant être fondé sur des « **relations d'égalité** » et qui entend substituer au principe de la libre circulation de l'information, celui de la « **circulation libre et équilibrée** » de celle-ci, une circulation devant se montrer respectueuse de la « **souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats** ».

*Mesdames et Messieurs ;*

*Distingués Invités,*

Je vous remercie.

***Dr Martial KAMBUMBU***

***Ministre Provincial du Plan, Budget, Communication et Presse, ai***

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.**

**GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU NORD-KIVU**



**CABINET DU MINISTRE PROVINCIAL  
DU PLAN, BUDGET, COMMUNICATION & PRESSE**

---

*Le Ministre*

**MOT DE CLOTURE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE  
PROVINCE DE LA 2<sup>ème</sup> EDITION DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE  
L'INTERNET EN RD CONGO CE SAMEDI 17 AOÛT 2019**

- ***Honorables Députés Nationaux et Provinciaux :***
- ***Monsieur le Secrétaire Exécutif du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC ;***
- ***Distingués Invités ;***
- ***Mesdames et Messieurs.***

Au nom de Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province, par l'entremise du Ministre Provincial en charge la communication et Médias, je suis honoré de m'adresser à chacun et chacune d'entre vous ayant participé activement au Forum sur la Gouvernance de l'Internet, dans sa 2<sup>ème</sup> Edition, tenu à Goma, Province du Nord-Kivu.

***Mesdames et Messieurs,***

***Distingués Invités,***

Deux jours durant, chacun d'entre vous vient d'être édifié sur ce que peut être l'impact de l'Internet sur la bonne gouvernance et le développement de notre pays, la RD Congo. A travers différents panels, axés sur des thématiques bien appropriées relatives aux objectifs de ce forum, appuyés par des témoignages percutants, je suis convaincu quelque chose vient de bouger en vous et va susciter le courage de vous engager davantage dans l'entrepreneuriat en faveur des populations congolaises.

Et tous, sans exception aucune, devons désormais migrer vers un nouveau type de comportement par l'intégration des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en vue de nous saisir des opportunités de développement et de croissance dans les affaires que nous offre l'Internet.

Vivre avec l'Internet et par l'Internet, est là le principe d'or qui doit nous motiver et nous engager dans une nouvelle bataille pour notre survie sur l'échiquier international, car notre avenir en dépend, surtout dans le monde des affaires, dans la « compétitivité

productionnelle », dans la reconquête de notre dignité en tant que Congolaise - Congolais et la reconnaissance et la considération dans le concert des Etats.

C'est tout un défi auquel nous devons faire face par l'intégration effective de l'Internet dans la gestion de la cité, une manière d'anticiper et de faire face aux contraintes que renferme l'avènement effectif de la zone de libre-échange au niveau du Continent Africain. D'où la nécessité d'agir en plateforme ou en « Groupe d'Actions » en vendant l'image positive de la RD Congo où il fait beau vivre, investir et développer.

Nous sommes ainsi coincés par le temps, car nous en avons assez gaspillé : debout pour un Internet, compagnon, appui et support facilitant notre explosion actionnelle et concurrentielle dans le monde des affaires en vue de conduire la RD Congo vers une émergence référentielle au centre de l'Afrique. Tout devant passer par l'intégration effective des TIC dès l'éducation de la base de nos enfants, de nos jeunes et des femmes... Certes, en nous dépouillant dans cette démarche des antivaleurs du numérique, nous citons ici les Fakenews, le trucage aux fins malsaines, les manipulations des données pour un capitalisme sauvage, la propagande de l'extrémisme caractérisé par l'intolérance, la marginalisation, la discrimination sociale, etc.

C'est sur cette note interpellatrice, et au nom de Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province, l'Honorable Carly NZANZU KASIVITA, par l'entremise du Ministre Provincial en charge de la Communication et Médias, Dr Martial KAMBUMBU, que je déclare clos la 2<sup>ème</sup> Edition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RD Congo, tenu à Goma, Ville Touristique du Nord-Kivu.

Je vous remercie.

(Mot lu par Mr. Edgar Mahungu, Expert au Ministère.)



2<sup>e</sup> Edition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC  
Goma, 16 au 17 Aout 2019

No	Nom complet	Structure/Organisation	Telephone	Jour 1 (Signature)	Jour 2 (Signature)
1	ERIC BIDONGA	KIVU GREEN ENERGY	+243 822876733		
2	ANGELINE BUKUZE	Duogo Mobile Networks	+243 0994011333		
3	PACIFIQUE KALIKO	Jeunes Actionnaires pour le Développement	+243 977731597		
4	Georges MUKUMBWA	Muzi - Ginye	+243 812804122 +243976914006		
5	Elvis Katana	HABARI RDC	0991941330		
6	LEON KABAMUKA	BUDSONDA	057788463		
7	Miki SIKABWE	HAKA RDC	0990921030		
8	KABOY AMANI	MSN-ARL	097848573		
9	DAVID MUDERWA	GET UP INTERNATIONAL	0970704060		
10	Fahira BINWA	MHEBI SERVICES	0994806978		
11	Marcel BALINGENE	DGR-NK	0995888242		
12	YVES KALUWA	ZIK+ TV	+243 9981536		

13	X	WASEBKA KURNI DENIS	PHOT STAR GAMES	+999 91047634		
14	X	Jeannet WILCUTZ	Colo - GP	+2438955094400		
15	X	URSULE - KAPAM	FAYD / ASPI da Penh	+243995567530		
16	X	JOHNSONS ISHARA	PARLEMENT DES JEUNES / AORU-KVU	+24389553831886 +2438216031441		
17	X	MICHEL IANUUDA	ICT 243-Forum	+2438811704141		
18	X	Michael KALAYO	MIKE CREATIVES	743 933 212 752		
19	X	Imor Sikarou	-	+2433970302880		
120	Y	SAWITE M.	AIDES	0778241700		
21	X	Fanel MUGRURUA	AFRICA RECONCILED	0994183663 0534183663		
22	X	<del>Fanymond BILTA</del>	<del>ICT 243 Forum</del>	<del>0814448449</del>	<del></del>	<del></del>
23	X	Me FAZILU MITHGO	BARKEN DE GEMA	0990216865		
24	X	Joel Tembo	Kim Entyre - new	008685544		
25	X	Kerward KASIBAKA	OBLC	0954200763		
26	X	Emmanuel KISSITIKI	Rudi International	0975328922		
27	X	Edgar MAMUCU	Créditer Minspro COMMUNICAZAOES	0998604560		



2<sup>e</sup> Edition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC  
Goma, 16 au 17 Aout 2019

No	Nom complet	Structure/Organisation	Telephone	Jour 1 (Signature)	Jour 2 (Signature)
1	LWABOSHI MANUYU Emmanuel		0999082194		
2	RODRIGUEZ MUGURWA	CTHGB sarl.	0976528026		
3	Nr CHARLY SELEMANI KIZENGA	CHERCHEUR	0974409499		
4	BAGUIA ALAIN	Radi 1wR.	+243773160898		
5	LUYERE GIRESE	PINTIC BU KONGO CENTRAL	+243852829333		
6	MUNGUJIKO INNOCENT MOKILI	NOC UNICOMPLEX	+243393092646		
7	FESSE' BUSOMBE	U CS-GOMA	09774436959		
8	FRANCOIS KAMATE	ANAMI INSTITUTE RDC	0995336176		
9	FAYAL MADALINA AYALI	FAYAL COMPANY	0934845146		
10					
11	Dr Gerard MURONGI MUGOLI KAFUNDUWE PIRA	Expert a slanga ADCK	0990672345 +2439793089888		
12	Itou Mulindura	Habari RDC	0971779085		

13	Dieudonne' MANGE	Ca se raconte Habani RDC	+24381886640	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
14	Dier Fugelhye	CYNSSA	+24377799411	D.N.Y	D.N.Y
15	Jozelle AMINI	VISITEUR IN ACTION	0950515003	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
16	GIRARD MAKEBE	JDFAR SYSTEMS	0998804767	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
17	Alexandre Tsimifi	Kivu sejour	09728465133	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
18	Thibry Sangara	HOT SOLUTIONS	0997740358	S	S
19	GERA DA ESTON	KIVUBUY	0993688798	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
120	GAFI NAMBO	ORANGE	0855061683	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
21	Parfait Wukwa	ELITE NETWORKS	0993870471	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
22	Christine Bafoki	HABARI RDC	0999866784	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
23	NATHALIE CHABANUKA	KIVU CORPORATE	+24377416227 L. +24353386083 AD	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
24	Rakel ANANI	BUQUEMA	+24399929228	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
25	<del>Acate KAMPATE</del>	<del>PHOTOGRAPHIE</del>	<del>0995478892</del>	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>
26	Innocent BUCHU	BioGama	0971778467	<del>Handwritten signature</del>	<del>Handwritten signature</del>



2<sup>e</sup> Edition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC  
Goma, 16 au 17 Aout 2019

No	Nom complet	Structure/Organisation	Telephone	Jour 1 (Signature)	Jour 2 (Signature)
1	TÉRENIE BIKURU	Informel	0294297049	SI	
2	Jules Lukonga	EST GEL & OPEN ONG	0998045700		
3	Raymond BILA	ICIT843-Forum	0814448439		
4	Ergie KABONGA	Book for Congo/ONG	0977043331		
5	PATRICE DAUDI FRANDA	DOFHA SYSTEMS	0971084421		
6	Maurice MBOUMBO	WICOM	0998883236		
7	Indem BATHUME	Elvia DRC	0097447994		
8	Delphine KATSURU	Kivu soft	0094240216		
9	Achille KAMBALE	PHOTOGRAPHE	0955478877		
10	Sylvie MARAMBI	AIDES	0998741745		
11					
12					



## 2<sup>e</sup> Edition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet en RDC

Goma, 16 au 17 Aout 2019

Thème central : L'impact de l'internet sur la bonne gouvernance et le développement du pays

### Agenda

#### Jour 1 : L'internet pour le développement

8h00 – 9h00 : Arrivée et enregistrement des participants

9h30 – 9h50 : Mots d'Ouverture

- Mot du Secrétaire Exécutif du FGI RDC, **Mr. Arsène Tungali**
- Mot du Représentant du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu,

09h50 – 09h55 : Photo de famille

10h00 – 11h20 : Panel de haut niveau

Description de la session : Panel de haut niveau pour lancer les travaux du Forum. Les panelistes discuteront chacun de sa vision personnelle sur l'impact de l'Internet sur la bonne gouvernance et le développement de la RDC, avec un focus sur son domaine. Chaque paneliste pourra partager sa propre expérience avec le numériques et pourquoi il pense qu'il est important que la RDC puisse embarquer sur le chemin du développement au travers des technologies.

Modérateur : Arsène Tungali, Directeur Exécutif de Rudi International

Panelistes :

- Mr Edgar Mahungu, Conseiller en Communication au Ministère Provincial du Plan, Représentant du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu
- Mr. Patrick Faraja DAUDI, Directeur General de Joffar Systems

Pause

Panel 1 : 11h30 – 13h00

Thème : Accès, Accessibilité à Internet et Inclusion : Les défis et opportunités en RDC

Description de la session : Cette session touchera sur les défis et opportunités en RDC par rapport à la connectivité à Internet. Les panelistes partageront leurs avis par rapport à la problématique d'accès à Internet, les défis que les utilisateurs rencontrent comme le coût d'accès, la qualité de la connexion, l'accessibilité pour les milieux ruraux, etc. Cette session également touchera les différentes formes de frein à la connectivité comme les coupures d'Internet, l'analphabétisme, etc. Les panelistes présenteront aussi les solutions disponibles et les efforts des uns et des autres dans ce secteur en RDC.

Modérateur : Yves Kalwira, Producteur Media et Promoteur Zik +

Panelistes :

1. Mr. Parfait Lukuka, Elite Networks
2. Mlle Sophie Mambo, Superviseur Partenaires et Marchands, Orange Money
3. Mr. Providence Baraka, Activiste Web et Ambassadeur Digital Grassroots
4. Mr. Michael B. Kalamo, Fondateur, The MNKF Creative

**Pause Repas : 13h00 – 14h30**

**Panel 2: 14h30 – 16h00**

**Thème : L'entrepreneuriat numérique : Le potentiel des start-ups innovantes pour le développement en RDC**

Description de la session : Cette session donnera la parole à quelques entrepreneurs dans le numérique et leur permettra d'échanger sur le potentiel de leurs startups à contribuer au développement du pays. Ils pourront également brosser les défis auxquels ils font face et ainsi informer au public de leur existence. Dans ce panel, un représentant de banque sera présent pour parler des solutions et de l'opportunité défi de financement des projets.

Modérateur : Mr. Joël Tembo, Managing Director, Kivu Entrepreneurs

Panelistes :

1. Mr. Mannick Syllas Bryant, Fondateur, Find Solution et TEF Fellow
2. Mr. Patrice Binwa, Directeur de Naledi Services
3. Mlle. Josephine Ndeze, Laureate MissGeekAfrica 2019
4. Mlle Gracia Etoy, Directrice Commercial, Kivubuy

## **Jour 2 : L'Internet et la bonne gouvernance**

8h00 – 9h00 : Arrivée et installation de participants

**Panel 1 : 9h00 – 11h00**

**Thème : L'expérience de la gouvernance électronique en Province du Nord-Kivu**

Description du panel : Ce panel échangera essentiellement sur le processus et la nécessité de l'inclusion de la technologie dans l'administration publique afin de faciliter la bonne gouvernance, un

cas particulier de la province du Nord-Kivu. Les différents intervenants dans la gouvernance électronique et de la banque au Nord-Kivu prendront part à ce panel pour parler des pour et des contres de l'inclusion de la technologie dans leur travail. Le panel aura comme objectif d'informer le public sur l'existence de ces initiatives et leur permettre d'en apprendre un peu plus.

Modérateur : Arsène Tungali (Rudi International)

Panelistes:

1. Mr. Patrick Faraja Daudi, PDG, Jofar Systems
2. Mr. Marcel Balingene, Directeur de l'Informatique, Direction General des Recettes du Nord-Kivu, DGRNK
3. Mr. Leonard Kasereka, Chef du Département Programme et Prévention, Office pour la Bonne Gouvernance et Lutte contre la Corruption, OBLC.
4. Didier Mugalihya, Chercheur au Catholic Youth Network for Environmental Sustainability in Africa (CYNESIA)

**Pause :11h00 – 11h30**

**Panel 2: 11h30 – 13h00**

**Thème : Internet à l'ère de l'Intox (ou fake news) : Comment travailler ensemble pour un environnement en ligne plus sûr ?**

Description du panel : Cette session se penchera essentiellement sur le côté moins bon de l'Internet en ce sens qu'il est actuellement le lieu idéal pour la propagation des fausses nouvelles (fake news), avec beaucoup de conséquences négatives. Les panelistes discuteront de ce qui se passe mais aussi de ce qui doit être fait pour contrer ces pratiques mais aussi pour limiter les dommages une fois cela est fait. Le panel est composé de journalistes, d'opérateurs culturels et d'autres utilisateurs de l'Internet.

Modérateur : Mr Akram Tumsifu, Parlement des Jeunes du Nord-Kivu

Panelistes :

1. Mme Marie Mbombo, Directrice WiCom
2. Mr. Jesse Busomoke, Chercheur en SIC (Sciences de l'information et de la communication) à l'Université Catholique la Sapientia, UCS - GOMA
3. Mr. Michel Isamuna, Assistant à l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG Goma) et Membre ICT 243
4. Mr. Elvis Katsana, Coordonnateur Habari RDC à l'Est de la RDC

**Pause Repas : 13h00 – 14h30**

**Panel 3 : 14h30 – 16h00**

**Thème : Les droits de l'homme à l'ère de l'Internet : les grandes questions du moment**

Description de la session : Cette session discutera la place des droits de l'homme à ce siècle de l'Internet. Les panelistes discuteront de comment les droits de l'homme sont appréciés, réalisés et/ou protégés en ligne, sur cet espace où il n'y a pas (encore) de police en RDC. Des questions des violences

en ligne sur les femmes et enfants, les questions du droit à la liberté d'expression, le droit d'accès, le droit à la vie privée et à la protection des données privées, etc sont parmi les grandes questions qui seront discutées.

Modérateur : Mr. Arsène Tungali

Panelistes :

1. Mr. Eric Bidong, Coordinateur Données et Logiciels, Kivu Green Energy
2. Mlle Nathalie Cibanguka, Kivu Corporate
3. Me Fazili Mihigo, Avocat au Barreau de Goma
4. Ergie Kabonga, Office Manager, Books for Congo

#### **Mots de clôture : 16h00 – 16h30**

- Mot du Secrétaire Exécutif du FGI RDC, **Mr. Arsène Tungali**
- Mot du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu, **Honorable Carly Nzanzu Kasivita (ou son représentant)**

---

**LE FGI RDC pour sa deuxième édition a connu comme hôte, Rudi International.**

**Pour tout contact :**

**Mr. Arsene Tungali, Directeur Exécutif de Rudi International  
Membre du Groupe d'acteurs multi parti prenantes (MAG) de l'IGF  
global**

**Email : [info@rudiinternational.org](mailto:info@rudiinternational.org)  
[www.rudiinternational.org](http://www.rudiinternational.org)**

Les images peuvent être consultées via:

<https://rudiinternational.org/2019/07/26/rudi-international-abrite-la-2e-edition-du-forum-sur-la-gouvernance-de-linternet-en-rdc-fgi-rdc-2019/>